

**PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT**



**PNUE**

**DIVISION TECHNOLOGIE, INDUSTRIE ET ECONOMIE  
RAPPORT D'ACTIVITE 2000**

---

## LE PNUE ET SA DIVISION TECHNOLOGIE, INDUSTRIE ET ECONOMIE

Lors de sa 5<sup>ème</sup> session spéciale, le Conseil d'administration du PNUE adopte de nouvelles priorités : surveillance, évaluation, information et recherche environnementales, avec notamment l'alerte précoce ; meilleure coordination des conventions sur l'environnement et élaboration d'instruments de politique environnementale ; eau douce ; transfert de technologie et industrie ; aide à l'Afrique. En liaison avec d'autres divisions du PNUE, la division Technologie, Industrie et Economie (DTIE) a défini sa stratégie et établi son programme d'activités en fonction de ces priorités.

- **La mission de la division**

est d'encourager les décideurs des gouvernements et de l'industrie à élaborer et à adopter des politiques, stratégies et pratiques plus propres, plus sûres, plus économes en

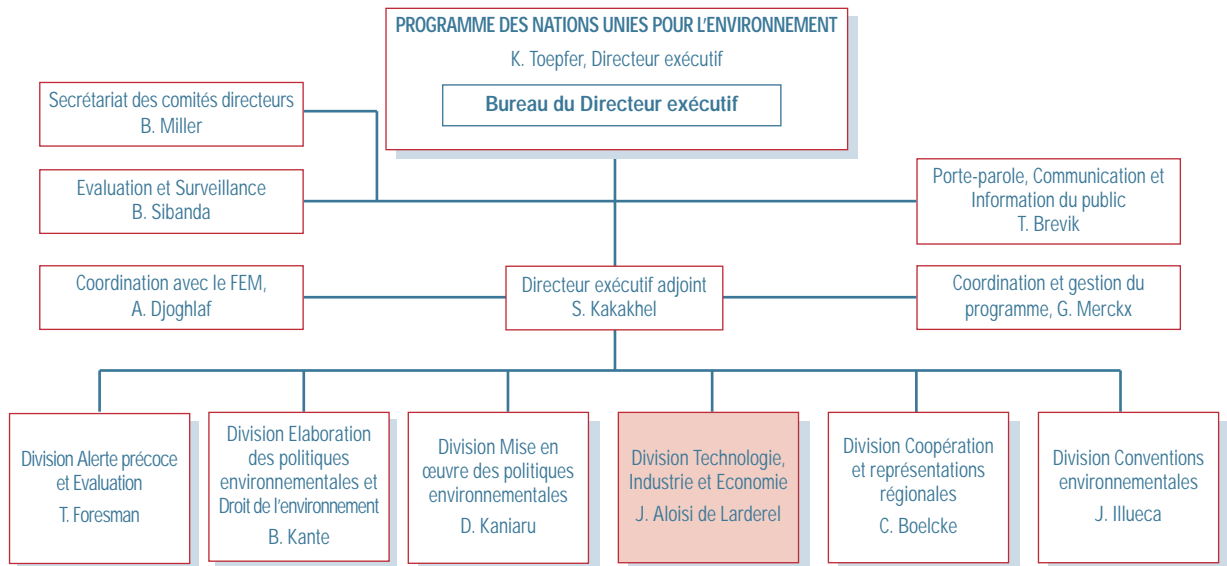
ressources naturelles, limitant les risques pour l'homme et l'environnement et permettant la mise en œuvre des conventions.

- **La démarche de la division**

est d'améliorer les connaissances et d'accroître la sensibilisation aux questions d'environnement liées à l'industrie et aux technologies, de parvenir à un consensus international sur les politiques, les codes de conduite et les instruments économiques, d'échanger des informations sur les moyens d'appliquer ces réponses, de renforcer les capacités institutionnelles et de faire connaître les pratiques respectueuses de l'environnement.

- **La stratégie de la division**

La DTIE joue un rôle de catalyseur. Elle élabore et encourage



les partenariats dans le cadre d'initiatives volontaires. Elle facilite la mise en œuvre effective et intégrée des conventions et des programmes environnementaux multilatéraux, encourage le monde des affaires et l'industrie à adopter des technologies et des méthodes de gestion respectueuses de l'environnement et à faciliter leur transfert.

- La démarche de la DTIE est axée sur les résultats et induite par la demande.

### Structure de la division

La division, dont le bureau directeur est à Paris, comprend un centre et quatre unités implantées à Paris, Genève et Osaka.

#### Le Centre international d'éco-technologie (IETC)

encourage, dans les pays en développement et les pays en transition, l'adoption et l'utilisation de technologies douces, plus particulièrement pour la gestion des villes et des bassins d'eau douce.

#### L'unité Production et Consommation

encourage la réorientation des modes de production et de

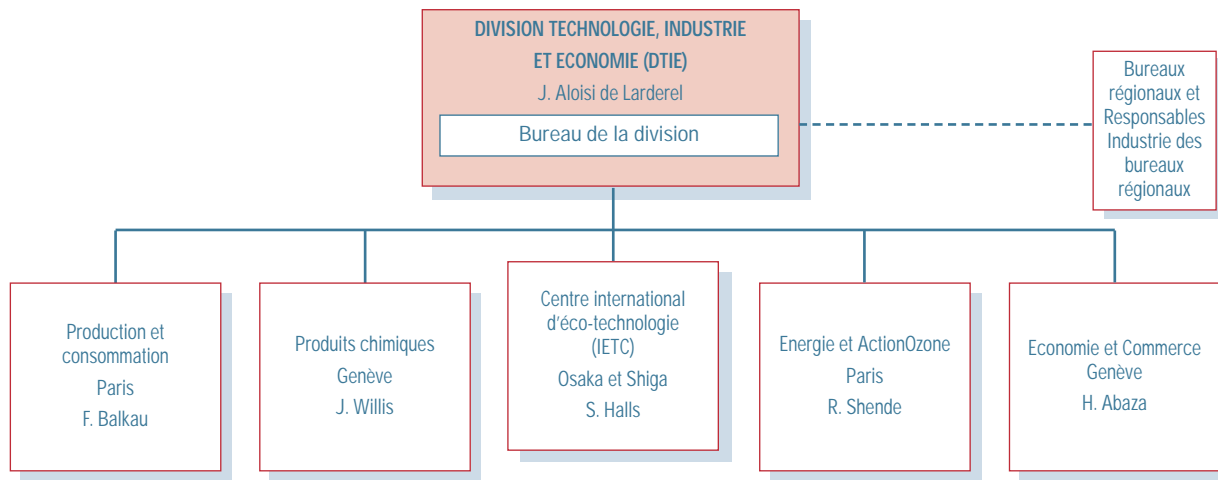
consommation afin d'améliorer l'utilisation des ressources grâce à des technologies, produits et services plus propres et à l'adoption de systèmes de gestion de l'environnement.

#### L'unité Produits chimiques

favorise le développement durable en servant de catalyseur à l'échelle mondiale et en renforçant les capacités nationales pour permettre une gestion rationnelle et une plus grande sécurité des produits chimiques partout dans le monde. Ses priorités sont les polluants organiques persistants (POP) et la procédure d'information et de consentement préalable (avec la FAO, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture).

#### L'unité Energie et ActionOzone

veille à l'élimination des substances qui appauvrissent la couche d'ozone dans les pays en développement ou à économie en transition, afin d'assurer la mise en œuvre du protocole de Montréal ; elle encourage les bonnes pratiques de gestion, les économies d'énergie et l'emploi de technologies utilisant des sources d'énergie renouvelables ; elle apporte son



*" Il faut inciter le secteur privé à s'engager davantage, afin de créer une nouvelle culture de responsabilité environnementale par l'application du principe du pollueur-payeur, l'adoption d'indicateurs de performances environnementales, la publication de rapports sur ces performances et l'application du principe de précaution lors de toute décision d'investissement et de tout choix technologique. Cette démarche doit s'appuyer sur le développement de technologies plus propres et plus économes pour instaurer une économie fondée sur le cycle de vie et s'accompagner d'efforts pour faciliter le transfert des technologies douces. "*

Déclaration des ministres à Malmø  
31 mai 2000

*" Ma vision du PNUE est une vision [...] qui non seulement parle avec vigueur au nom de l'environnement, mais ne se contente pas de discours et joue véritablement un rôle de catalyseur. C'est une vision du PNUE qui, en étroite collaboration avec les gouvernements, d'autres organisations des Nations Unies, les ONG, le monde des entreprises, le secteur privé et les syndicats, améliore de façon tangible et mesurable la capacité des ressources naturelles à garantir à l'homme une qualité de vie décente. "*

Klaus Toepfer  
Directeur exécutif du PNUE

soutien à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. L'unité travaille en liaison étroite avec le Centre de collaboration PNUE/Risø sur l'énergie et l'environnement (UNCCEE).

### L'unité Economie et Commerce

renforce la capacité des pays à intégrer les considérations environnementales dans les plans d'aménagement et le processus décisionnel. Elle encourage l'utilisation et l'application d'outils d'évaluation et d'incitation dans les politiques environnementales ; elle aide à faire comprendre les liens entre le commerce et l'environnement et le rôle que jouent les établissements financiers pour promouvoir le développement durable.

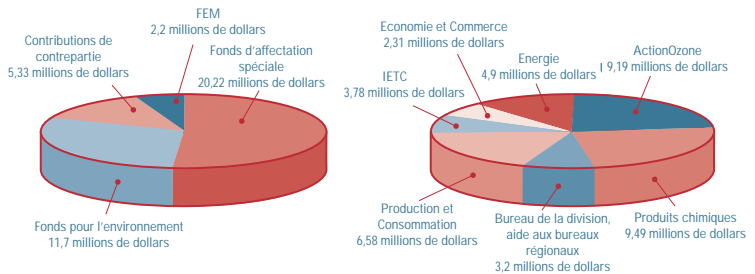
### Le Bureau de la division

- coordonne les activités de la division et assure la liaison avec le siège et les autres divisions du PNUE ;
- mène des activités de développement ;
- coordonne les activités de la division au niveau régional.

Les activités de la division sont relayées par les coordonnateurs des Réseaux régionaux Ozone et les responsables Industrie de quatre des six bureaux régionaux du PNUE : Afrique (ROA), Amérique latine et Caraïbes (ROLAC), Asie et Pacifique (ROAP) et Asie de l'Ouest (ROWA).

### Ressources financières de la DTIE

Les ressources de la division, soit au total 39,45 millions de dollars, proviennent de quatre sources principales (ci-dessous à gauche). L'affectation de ces ressources est illustrée ci-dessous à droite.



---

## DEVELOPPEMENT

### Le " Contrat mondial "

Le PNUE, le Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'homme, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'Organisation internationale du travail (OIT) sont les principaux acteurs du " Contrat mondial " proposé par le Secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan. Ce contrat engage toutes les entreprises à promouvoir neuf principes fondamentaux touchant les droits de l'homme, les conditions de travail et la protection de l'environnement. Dans ce dernier domaine, les entreprises sont invitées à :

- appliquer le principe de précaution face aux défis environnementaux ;
- prendre des initiatives pour promouvoir une responsabilité environnementale accrue ;
- encourager le développement et la diffusion de technologies douces.

Le PNUE a élaboré le volet environnement du nouveau site Internet du Contrat mondial ([www.unglobalcompact.org](http://www.unglobalcompact.org)) et participé à des réunions avec des chefs d'entreprises, des représentants du monde du travail et des ONG pour réfléchir à la mise en œuvre du Contrat mondial. Le PNUE a contribué activement à la réunion organisée à haut niveau le 26 juillet, à New York, à laquelle ont participé plus de 60 P.-D.G et chefs d'entreprises.

La DTIE a également contribué au Millenium Business Award for Environmental Achievement. Décerné pour la première fois par la Chambre de commerce internationale, dans le cadre du Contrat mondial, avec la participation du PNUE, ce prix a été remis à douze entreprises.

### Global Reporting Initiative (GRI)

Le but de la GRI (<http://www.globalreporting.org>) est d'établir un cadre général pour la préparation des rapports volontaires des entreprises sur leurs performances environnementales, économiques et sociales. L'initiative vise à donner à ces rapports le même degré de crédibilité, de cohérence et de comparabilité qu'aux rapports financiers ; elle cherche à accroître la sensibilisation des acteurs et la généralisation de ces rapports. La GRI est une initiative de la CERES (Coalition for Environmentally Responsible Economies) et du PNUE. La version révisée du manuel sur la préparation des rapports développement durable (*Sustainability Reporting Guidelines on Economic, Environmental and Social Performance*) a été publiée en juin. L'aide financière accordée au PNUE en 2000 par la Fondation des Nations Unies sert actuellement à mettre en place un organisme permanent et indépendant, chargé de la bonne marche du processus.

---

*Aujourd'hui plus que jamais, nous savons tous que pour garantir à nous-mêmes et à nos enfants une qualité de vie acceptable, nous devons agir en gardiens responsables de l'air, de l'eau et des sols. Mais il reste beaucoup à faire. [...] Les*



*problèmes d'environnement seront encore plus complexes dans les 25 ans à venir. [...] Nous devons travailler, secteur par secteur, communauté par communauté, pour prévenir la pollution plutôt que dépolluer. Il faut permettre à ceux qui doivent vivre avec les conséquences des décisions environnementales de prendre part au processus de décision. Je suis convaincu que le PNUE apportera sa contribution aux efforts déployés pour relever ce défi vital pour l'humanité.*

Kofi Annan  
Secrétaire général des Nations Unies



### Revue *Industry and Environment*

En 2000, la revue *Industry and Environment* a traité de la gestion de l'environnement urbain (Vol. 23, n° 1-2, numéro double), de l'efficacité énergétique (Vol. 23, n° 3) et des modes de locomotion durables (Vol. 23, n° 4).



Le calendrier 2001 de *L'entrepreneur efficace* et son manuel sont publiés en anglais, en français et en espagnol.

Le second symposium international de la GRI, organisé en novembre 2000 à Washington, a porté sur des questions fondamentales comme le rôle et la responsabilité des entreprises dans le contexte de la mondialisation : devant qui et de quelle façon les entreprises sont-elles responsables ? Comment lier cette responsabilité à une nouvelle définition de l'autorisation d'exercer une activité au XXIème siècle ? Des réunions d'information sur la GRI ont été organisées en Europe et en Asie.

### Collection *Engaging Stakeholders*

Le PNUE et SustainAbility ont publié conjointement deux nouveaux rapports dans la collection *Engaging Stakeholders* : *Life and Science - Accountability, Transparency, Citizenship and Governance in the Life Sciences Sector* et *The Global Reporters*, première étude internationale qui évalue la qualité des informations communiquées par les entreprises sur leurs performances économiques, sociales et environnementales.

### Autres activités

A l'occasion de deux réunions organisées en février à Paris par la DTIE et en octobre à Montréal par Bell Canada, de grandes entreprises du marché mondial des télécommunications, notamment des opérateurs et des fournisseurs, se sont entendues sur la création et l'élargissement d'une Global Telecom Initiative (GTI). S'appuyant sur les chartes environnementales nord-américaines et européennes existantes, l'initiative sur les télécommunications a pour objectif de créer un forum mondial de réflexion sur les questions de développement durable dans le secteur des télécommunications.

Le PNUE a accueilli à Paris, les 21 et 22 septembre, sa réunion consultative annuelle avec les organisations professionnelles. Des fonctionnaires des Nations Unies et des représentants de 45 organisations ont pu notamment débattre des enjeux environnementaux mondiaux à inscrire à l'ordre du jour du sommet Rio+10 et de la préparation de ce sommet. Cette réunion a été précédée d'un atelier sur les initiatives volontaires, au cours duquel 35 représentants de l'industrie, de gouvernements, du monde du travail, de groupes de défense de l'environnement et d'établissements universitaires ont pu faire le point sur les leçons du passé et débattre des mesures nécessaires pour que les initiatives volontaires deviennent un outil efficace de développement durable.

### *Aide aux petites et moyennes entreprises*

La DTIE et la section Environnement et Energie du Wuppertal Institute for Climate, Environment and Energy ont réalisé et publié conjointement le calendrier 2001 de *l'entrepreneur efficace* et son manuel, pour aider les PME à améliorer leurs performances environnementales et économiques grâce à un programme d'action détaillé mois par mois.

---

## LE CENTRE INTERNATIONAL D'ECO-TECNOLOGIE (IETC)

L'IETC bénéficie du soutien du Centre pour l'environnement mondial d'Osaka (Japon) et de la Fondation internationale pour les environnements lacustres (ILEC) de Shiga (Japon). Depuis ses bureaux d'Osaka et de Shiga, il aide les pays en développement ou à économie en transition à utiliser des technologies douces pour résoudre les problèmes d'environnement urbain et de gestion de l'eau douce. Son action porte actuellement sur la gestion des ressources en eau, y compris les nappes souterraines et l'utilisation rationnelle de l'eau ; les eaux d'égout ; les déchets solides ; les eaux usées domestiques et les eaux pluviales ; la gestion de la qualité de l'air ; les systèmes de gestion de l'environnement et le rendement énergétique dans les villes ; l'application du principe de développement durable dans le secteur du bâtiment et des travaux publics ; et enfin plusieurs projets pilotes d'application de technologies douces.

L'IETC bénéficie des conseils d'un comité consultatif international, composé de spécialistes du monde entier qui apportent des éclairages différents. Ce comité s'est réuni en novembre 2000 pour donner son avis sur les priorités et les activités de l'IETC pour les cinq prochaines années. La stratégie de l'IETC est axée sur un meilleur accès à des informations de qualité sur les technologies douces et sur le renforcement des capacités pour permettre à ceux qui doivent prendre des décisions dans le domaine de la gestion de l'eau et de l'environnement urbain de mieux exploiter ces informations.

### Gestion de l'environnement urbain

#### *Gestion des eaux usées et des eaux pluviales*

Un atelier régional de cinq jours sur la gestion durable des eaux usées et pluviales s'est déroulé en mars à Rio de Janeiro. Il avait pour objectif premier d'étudier un avant-projet d'ouvrage sur les technologies douces utilisables pour la gestion des eaux usées et pluviales (*International Source Book on ESTs for Wastewater and Stormwater Management*) et de tester des modules de formation dans ce domaine. Ouvrage et modules de formation devraient paraître début 2001.

#### *Gestion de la qualité de l'air dans les villes*

En avril, une table ronde internationale a réuni au Caire 25 spécialistes de différentes régions du monde ; ils ont étudié un projet de l'IETC sur la gestion de la qualité de l'air dans les villes. Ce projet, qui est une réponse aux problèmes de changement climatique, se propose essentiellement de faire connaître et de diffuser





Nouvelle maquette de la revue *Insight* de l'IETC

les technologies qui permettent de réduire les émissions de gaz à effet de serre émis par les véhicules et de promouvoir le rendement énergétique dans les réseaux de transport urbains. La table ronde a approuvé la proposition de l'IETC, mais en recommandant que des systèmes de transport de recharge soient inclus dans l'étude. L'IETC publiera deux monographies sur les technologies douces actuellement utilisées en milieu urbain pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et encourager l'efficacité énergétique dans les réseaux de transport urbains.

### *Mission d'intervention d'urgence aux Philippines*

A la suite de la catastrophe survenue en juillet à Payatas (Philippines) et sur instruction du Directeur exécutif du PNUE, l'IETC a envoyé une mission d'intervention d'urgence aux Philippines pour étudier l'impact environnemental de l'effondrement de la décharge et déterminer l'aide que pourrait apporter le PNUE à court et long termes. La mission a aidé le gouvernement philippin à élaborer une stratégie nationale de gestion intégrée des déchets qui couvre non seulement les déchets solides, mais aussi la planification et la gestion intégrées des eaux usées, des eaux pluviales et des déchets dangereux toxiques, étant donné les interactions entre ces différents types de déchets et la nature mixte des déchets dans le pays. La mission a également soumis une liste de projets et d'activités prioritaires qui pourraient être entrepris par le PNUE pour aider le gouvernement philippin dans le domaine de la gestion des déchets.

### *La stratégie régionale de gestion intégrée des déchets*

Pour assurer la continuité de l'assistance technique apportée par cette mission d'intervention aux Philippines et l'étendre à d'autres pays de la région Asie-Pacifique, l'IETC a élaboré un projet de stratégie régionale de gestion intégrée des déchets pour l'Asie et le Pacifique. Cette stratégie prévoit en 2001, en Asie, le lancement d'une campagne de sensibilisation des gouvernements les incitant à éviter de produire des déchets, à en réduire le volume, et à réutiliser et recycler les matériaux. Cette campagne reposera essentiellement sur l'éducation à l'environnement, la communication et le renforcement des capacités pour promouvoir une gestion rationnelle des déchets ; elle sera lancée et mise en œuvre au niveau sous-régional.

### *Les techniques sans tranchées*

A la suite de la table ronde sur les techniques sans tranchées, organisée en 1999 à Katowice (Pologne), l'IETC a franchi une nouvelle étape en préconisant ces techniques pour la réparation et la remise en état des canalisations d'alimentation en eau et des réseaux des eaux usées en milieu urbain. Des méthodes novatrices s'imposent pour éviter les coupures d'eau, les pertes d'énergie, la dégradation de la

qualité de l'eau et la pollution des nappes souterraines dues à la détérioration des canalisations. En partenariat avec l'International Society for Trenchless Technology, l'IETC réalisera un ouvrage de vulgarisation sur les solutions actuelles et les bonnes pratiques, et évaluera les meilleures options pour diffuser les informations. Un séminaire pilote de formation sera organisé en février 2001 au Caire (Egypte), à l'intention des responsables des collectivités locales et des services publics.

## Gestion de l'eau douce

En 2000, le sous-programme consacré à l'eau douce s'est intéressé davantage à la gestion durable des bassins hydrographiques et des ressources en eau douce en général.

### *Phytotechnologies et gestion des écosystèmes*

Il s'agit d'une nouvelle activité qui associe les phytotechnologies (techniques de récupération et d'élimination des polluants de l'eau et des sols à l'aide de plantes) et les principes et l'application de l'écohydrologie pour accroître la résilience des écosystèmes dans les bassins hydrographiques aménagés. L'IETC a participé en septembre 2000 à une réunion du Programme hydrologique international (IHP) de l'UNESCO, au cours de laquelle il a créé le comité consultatif des phytotechnologies et de la phytodépollution, chargé de donner des conseils et des avis sur le développement du programme et de ses activités.

Un modèle numérique permettant de prévoir l'eutrophisation des lacs et des réservoirs a été élaboré avec l'ILEC, l'université de Kyoto et l'Ecole royale de pharmacie du Danemark. Une version du manuel *Planning and Management of Lakes and Reservoirs: An Integrated Approach to Eutrophication* destinée aux étudiants a été réalisée avec l'aide de University of California à Santa Barbara et plusieurs spécialistes internationaux. Elle a été testée à Naivasha (Kenya), lors d'un atelier de formation pour les pays africains.

### *Sensibilisation du public à l'environnement et éducation*

Une nouvelle série de publications sur la gestion des lacs et des réservoirs a été lancée. La première, intitulée *Lakes and Reservoirs, Similarities, Differences and Importance*, a été produite en cinq mille exemplaires en anglais et en japonais, avec le soutien de l'ILEC et de l'Agence japonaise pour l'environnement. La seconde publication intitulée *Watershed, Water from the Mountains to the Sea* est en cours de préparation et devrait paraître en 2001.

### *Gestion des lacs et réservoirs*

Un nouveau rapport technique, intitulé *Environmentally Sound Management of Lake Erhai and Xier River Basin*, a été publié. Il est l'aboutissement d'un projet entrepris par

## Programme écocitoyen de la préfecture de Shiga

Cette initiative de l'IETC en est à sa seconde année d'existence. Deux séminaires pour les étudiants et deux symposiums pour les ONG ont été organisés pour préparer la 9ème Conférence mondiale sur les lacs qui aura lieu en novembre 2001 à Shiga. Le séminaire d'octobre 2000 a été suivi par des étudiants de plusieurs pays : Argentine, Australie, Canada, Inde, Italie, Pologne, Roumanie, Thaïlande et Etats-Unis. Les séminaires et symposiums avaient pour thème principal la création de partenariats entre citoyens et gouvernements pour la gestion des lacs et de l'écosystème aquatique.



Volume 10. *Environmentally Sound Management of Lake Erhai and Xier River Basin*, et Volume 14, *Technical Workbook on Environmental Management Tools for Decision Analysis*, dans la collection Technical Publication Series de l'IETC.

la Chine, avec le soutien du Centre international chinois pour les échanges économiques et techniques, l'université de Pékin et les collectivités locales de la préfecture de Dali (Chine), pour étudier les caractéristiques de la région et identifier et évaluer les problèmes d'environnement. Le rapport a été publié en chinois et en anglais.

### *Augmentation des approvisionnements en eau douce*

Le dernier volume de la collection *Alternative Technologies for Freshwater Augmentation* consacré à l'Asie de l'Ouest est terminé et devrait paraître vers la mi-2001. Il passe en revue les différentes technologies utilisées dans les pays de la péninsule arabe (et quelques pays du Moyen-Orient) pour accroître les approvisionnements en eau douce de diverses origines : précipitations, nappes souterraines, dessalement et recyclage.

## **Activités intersectorielles**

### *Systèmes de gestion de l'environnement pour les villes et les collectivités locales*

L'ébauche schématique d'une trousse de formation sur l'application de systèmes de gestion de l'environnement urbain a été réalisée avec quatre représentants de pays d'Europe centrale et orientale, lors d'une réunion organisée en novembre 2000 à Heidelberg (Allemagne). Il s'agit d'un projet conjoint du PNUE, de la Fédération internationale des ingénieurs-conseils (FIDIC) et du Conseil international pour les initiatives locales en environnement (ICLEI), intitulé *Urban Environmental Management: Environmental Management System (EMS) Training Resources Kit*, qui comporte plusieurs modules de "formation des formateurs" destinés à faciliter la mise en œuvre des systèmes de gestion de l'environnement urbain. Des essais pilotes dans différentes régions permettront de déterminer l'adaptabilité et l'efficacité de cette trousse pour évaluer les avantages, la conception et l'application d'un système de gestion environnementale à l'échelle locale.

### *Consultation régionale dans la région du bassin hydrographique du Mékong*

La protection des ressources en eau douce contre la pollution due aux activités urbaines est l'un des champs d'action de l'IETC concernant la gestion de l'environnement urbain. A ce titre, des consultations régionales ont été organisées en novembre, à Phnom Penh et à Bangkok, pour parvenir à un consensus sur les moyens de mieux faire connaître les technologies douces, de cerner les projets de développement prioritaires ayant des impacts sur la qualité de l'eau et de déterminer les secteurs clés dans lesquels des projets pilotes pourraient être entrepris.

---

## PRODUCTION ET CONSOMMATION

L'une des missions du PNUE est d'encourager les technologies, pratiques et comportements qui polluent moins et font un usage plus rationnel des ressources naturelles. Les activités de l'unité Production et Consommation sont regroupées sous l'appellation " Production plus propre et plus sûre et modes de consommation compatibles avec un développement durable ", rappelant ainsi que pour parvenir au développement durable et faire reculer la pauvreté, il faut prendre en compte la totalité du cycle de vie d'un produit ou d'un service. L'unité mène des études, encourage l'utilisation de technologies et d'outils de gestion de l'environnement avancés et aide les secteurs industriels clés à les appliquer dans leurs activités d'exploitation des ressources et de fabrication.

### Production plus propre

Événements marquants du programme en 2000 :

- sous l'égide conjointe du PNUE et de l'ONUDI, ouverture de nouveaux centres nationaux de production plus propre (NCPC) en Ethiopie, au Kenya et au Mozambique, ce qui porte à 19 le nombre total de ces centres ;
- organisation, en octobre à Montréal, du sixième Séminaire international sur la production plus propre, en marge d'un Sommet international sur la prévention de la pollution accueilli par le gouvernement canadien ;
- 14 cérémonies de signature de la Déclaration internationale pour une production plus propre ont eu lieu dans 12 pays, ce qui porte à 223 le nombre de dirigeants politiques et industriels signataires de la Déclaration ;
- des tables rondes régionales ont été organisées avec différents partenaires, en juillet à Rome pour la région méditerranéenne, et en août à Nairobi pour la région Afrique ;
- la mise en œuvre du projet d'élaboration de stratégies et de mécanismes pour promouvoir la production plus propre dans les pays en développement s'est poursuivie grâce à un fonds d'affectation spécial norvégien : des stages de formation sur les techniques financières ont eu lieu en Tanzanie, au Vietnam et au Zimbabwe, et quatre nouveaux stages de formation ont été mis sur pied à la suite d'une réunion d'experts sur les services de formation comme moyen de promouvoir les investissements dans la production plus propre, organisée en juillet à Cambridge.

### Production plus sûre (APELL)

Le programme APELL (Sensibilisation et prévention des accidents industriels au niveau

### Gros plan sur l'Afrique

L'unité Production et Consommation a lancé une nouvelle initiative pour l'Afrique : une table ronde permanente sur la production plus propre et les modes de consommation compatibles avec un développement durable, qui sera gérée par des représentants de cinq régions d'Afrique.

**PRODUCTION  
ET  
CONSOMMATION**

---

### Un nouveau site Internet pour financer la production plus propre



Le PNUE a lancé un projet quadriennal destiné à sensibiliser les établissements financiers aux avantages de la production plus propre et à aider les spécialistes en la matière à élaborer des propositions d'investissement intéressantes. Le site Internet de ce projet est entré en service courant 2000.

<http://www.financingcp.org/>

---

*" L'efficacité de la production plus propre n'est plus à démontrer : elle est maintenant bien établie. La tâche qui nous attend est de l'intégrer dans le processus quotidien de prise de décision. Il faut que la production plus propre trouve sa place dans divers domaines qui s'interpénètrent. "*

Klaus Toepfer  
 Directeur exécutif du PNUE  
 6ème Séminaire sur la production plus propre, Montréal, octobre 2000

---



local) a poursuivi ses efforts pour promouvoir la prévention des accidents industriels. Des liens ont été établis avec des organismes d'intervention d'urgence afin de les encourager à adopter le processus APELL pour développer leur capacité d'intervention en cas de tremblements de terre, d'inondations et autres catastrophes naturelles. L'application du processus APELL à certains secteurs, notamment celui des transports et de l'exploitation minière, est en bonne voie. Événements marquants de l'année :

- publication de *TransAPELL*, manuel consacré à l'application du programme APELL aux transports, fondé sur les travaux de l'Agence suédoise de protection civile ;
- soutien permanent au processus APELL en Afrique et organisation de séminaires nationaux en Inde, en Jordanie et au Qatar ;
- renforcement des réseaux en Argentine, en Colombie, en Afrique du Sud et en Thaïlande ;
- assistance technique à l'équipe conjointe PNUE/OCHA (Office pour la coordination des affaires humanitaires) chargée d'évaluer les dommages provoqués par le déversement accidentel de cyanure survenu en février dans la mine d'or de Baia Mare, en Roumanie ;
- informations et assistance au Consortium ProVention pour la prévention des catastrophes et la mise en œuvre de mesures palliatives ;
- organisation, en mai à Bruxelles, d'un séminaire spécial sur l'intervention d'urgence et la sécurité dans les mines, et préparation d'un manuel consacré à l'application du processus APELL à l'exploitation minière (*APELL Handbook for Mining*).

## Consommation durable

Les activités visant à encourager l'adoption, par les citoyens et les entreprises, de modes de consommation plus compatibles avec un développement durable ont été renforcées, en particulier par :

- une série de manifestations à EXPO 2000 à Hanovre (Allemagne), entre juin et octobre, notamment la célébration de la Journée mondiale de l'environnement, le 5 juin, et l'organisation d'ateliers avec la Carl Duisberg Gesellschaft (CDG) et l'Institut de l'environnement de Stockholm ;
  - deux études globales sur les modes de consommation, notamment une sur le comportement des jeunes, effectuée avec l'UNESCO et Consumers International ;
  - l'élaboration d'une initiative sur la publicité et la communication (" Advertising and Communication Initiative ") et les premières démarches pour la constitution d'un comité consultatif ;
-

- la diffusion d'informations sur la consommation dans un numéro de la revue *Industry and Environment* et par un nouveau bulletin électronique transmis à une liste d'abonnés Internet ;
- la mobilisation des entreprises pour l'adoption de modes de consommation durables, en encourageant l'utilisation d'outils, comme les évaluations du cycle de vie, et de concepts, notamment le développement de produits/services, qui a fait l'objet d'une réunion de spécialistes en juin, à Paris ;
- le renforcement des alliances stratégiques avec des ONG, notamment Consumers International, le Youth Advisory Council (comité consultatif de jeunes) du PNUE et d'autres organisations de jeunes.

## Gestion de l'environnement dans les secteurs industriels

Les efforts pour promouvoir l'adoption de modes de production plus propres et plus sûrs dans différents secteurs se sont poursuivis. L'accident de Baia Mare a fait l'objet d'un suivi spécial (voir encadré ci-contre). Autres événements marquants :

- publication, conjointement avec l'Agence japonaise pour l'exploitation des métaux et la Colorado School of Mines, d'un ouvrage intitulé *Sustainable Development and the future of Mineral Investment* ;
- le forum sur l'environnement et l'exploitation des ressources sous-marines de pétrole et de gaz (OEF : [www.natural-resources.org/offshore](http://www.natural-resources.org/offshore)) a servi de support à une série de réunions sur les pratiques environnementales dans le secteur de l'exploitation des ressources sous-marines de pétrole et de gaz, organisées en juin à Stavanger (Norvège) ;
- le forum pour une production et une consommation agroalimentaires compatibles avec un développement durable ([www.agrifood-forum.org](http://www.agrifood-forum.org)), un système d'information électronique (via Internet) sur les problèmes clés de ce secteur qui propose également des exemples de bonnes pratiques et des études de cas, a été inauguré, démonstration à l'appui, à la 8ème Session de la Commission du développement durable en avril à New York ;
- les rapports entre développement durable et industrie agroalimentaire ont été examinés dans un numéro double de la revue *Industry and Environment*, et un rapport sur les engrais minéraux et l'environnement (*Mineral Fertilizer Distribution and the Environment*) a été publié conjointement avec l'Association internationale des engrais ;
- des manuels sur l'évaluation des procédés de production plus propre ont été publiés avec le soutien financier du gouvernement danois, à l'usage des laiteries

### L'accident de Baia Mare

Les conséquences du déversement accidentel de cyanure dans une mine d'or de Baia Mare, en Roumanie, ont fait l'objet d'un suivi approfondi. Le site Internet du forum des ressources naturelles ([www.natural-resources.org/environnement](http://www.natural-resources.org/environnement)) a été mis à jour pour fournir en ligne de l'aide et des informations sur la pollution et ses origines. Un atelier international sur la réglementation environnementale pour la prévention des accidents dans les mines et la gestion des résidus et produits chimiques a été organisé avec le gouvernement australien, en octobre à Perth (Australie), à l'intention des organismes de contrôle des activités minières. A la suite d'un premier atelier organisé en mai, à Paris, avec le Conseil international des métaux et de l'environnement (ICME), un travail a été engagé avec plusieurs partenaires (ONG et industriels) en vue d'élaborer un code de conduite volontaire pour l'utilisation du cyanure dans les mines d'or. Les concepts des études techniques ont été révisés avec la Commission internationale sur les grands barrages (ICOLD) et une publication sur les leçons tirées des accidents mettant en cause des résidus a été réalisée. Une étude des possibilités de participation des établissements financiers à l'amélioration des pratiques environnementales dans le secteur minier est en cours, à l'instigation de la Banque mondiale et d'une initiative baptisée Mining Minerals Sustainable Development.

## Publications 2000

TransAPELL

*Sustainable Development and the Future of Mineral Investment*

*Industry Sector Guides on Cleaner Production Assessment in Dairy, Fish and Meat Processing*

*Environmental Management in Industrial Estates in China*

*Mineral Fertilizer Distribution and the Environment*

ICPIC on CD-Rom

*Cleaner Production: A Guide to Sources of Information* (3rd edition)

*Financing Cleaner Production: Study on Past Investment Practices*

*Investment and Environment Outlook: Guatemala, Nicaragua, Tanzania, Viet Nam, Zimbabwe*

CD-Rom: *Compendium of Institutions Promoting Investment and Financing in Cleaner Production*



Extrait de l'une des 16 études de cas de la collection *Good Practice in Sustainable Tourism*

et des industries de transformation du poisson et de la viande ;

- la production de documents d'information et de manuels sur la gestion environnementale des zones industrielles, notamment un annuaire et un kit de formation, s'est poursuivie ;
- un atelier régional sur l'évaluation environnementale des technologies de recyclage des batteries a été organisé du 22 au 25 février à Manille (Philippines), sous l'égide conjointe de la CDG et de l'International Lead Management Centre.

## Tourisme

Le PNUE a organisé, en janvier, à Paris, une réunion de coordination sur le tourisme. Une stratégie visant à lier les différentes initiatives est en cours de préparation ; elle comportera notamment le soutien aux conventions consacrées au tourisme.

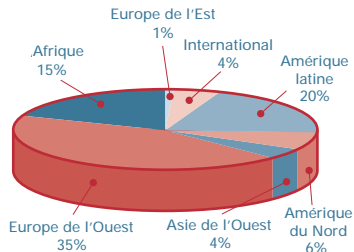
Développée en coopération avec l'OMT (Organisation mondiale du tourisme) et l'UNESCO, l'initiative des voyageurs pour le développement d'un tourisme durable ([www.toinitiative.org](http://www.toinitiative.org)) a été lancée en mars à Berlin et signée par 20 voyageurs de renom. Elle a publié une collection de 16 études de cas, intitulée *Good Practice in Sustainable Tourism*, qui a été diffusée en novembre au Salon du voyage de Londres, l'une des principales manifestations consacrées au tourisme dans le monde.

Avec le soutien du gouvernement chinois, le PNUE et l'OMT ont organisé en novembre à Hainan (Chine) une conférence sur le tourisme durable dans les îles de la région Asie-Pacifique. Une conférence similaire pour les îles de la Méditerranée a eu lieu en mai à Capri.

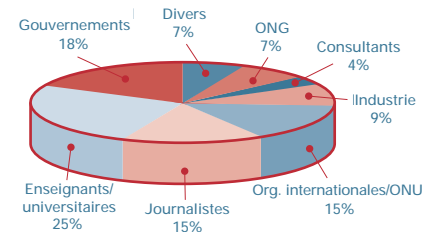
## Services d'information

En 2000, l'unité Production et Consommation a répondu à quelque 2 000 demandes de renseignements ; on trouvera ci-dessous la répartition de ces demandes par région et par catégorie de demandeurs.

### Répartition par région



### Répartition par catégorie de demandeurs



---

## PRODUITS CHIMIQUES

L'unité Produits chimiques centralise toutes les activités du PNUE visant à assurer une gestion rationnelle des produits chimiques dangereux dans le monde. Ses principaux objectifs sont d'agir comme catalyseur pour promouvoir la sécurité, notamment en fournissant aux pays des informations sur les produits dangereux, en les aidant à se doter de la capacité de produire, d'utiliser et d'éliminer les produits chimiques en toute sécurité, et en soutenant des actions visant à réduire ou à éliminer les risques que présentent ces produits. Pour cela, l'unité travaille en étroite relation avec des gouvernements, des organes des Nations Unies, des organisations intergouvernementales, des universités et des ONG.

En 1999, des progrès ont été enregistrés dans les domaines suivants :

### Evaluation

- mise en œuvre d'un projet co-financé dans le cadre du FEM pour l'évaluation des substances toxiques persistantes au niveau régional ;
- mise en œuvre d'un PDF-B du FEM pour élaborer un projet d'évaluation des besoins nationaux en matière de gestion des produits toxiques persistants ;
- début de mise en place d'un réseau mondial de surveillance des polluants organiques persistants (POP) ;
- collaboration avec l'OMS et l'OIT dans le cadre du Programme international pour la sécurité des produits chimiques qui, notamment, élabore des systèmes d'évaluation des risques que présentent les produits chimiques et soutient la création de centres anti-poison.

### Information sur l'environnement

- mise en service d'un centre d'information sur les POP et sur la Convention de Rotterdam relative au mécanisme d'information et de consentement préalable (ICP) pour certains produits chimiques et pesticides dangereux dans le cadre du commerce international ;
- gestion d'un réseau mondial de 431 centres de liaison désignés par les gouvernements ;
- participation, dans le cadre du Programme inter-organisations pour une gestion rationnelle des produits chimiques, au groupe de coordination chargé de l'IETMP et soutien au développement de l'IETMP à l'échelle nationale ;
- réalisation d'une bibliographie des documents techniques destinés à aider les

### Gros plan sur l'Afrique

En 2000, l'unité Produits Chimiques du PNUE a lancé un projet visant à développer l'usage de l'Internet pour améliorer la sécurité des produits chimiques en Afrique. Ce projet prévoit de fournir aux centres de liaison nationaux des ordinateurs, des logiciels, des bases de données, l'accès à Internet et la formation correspondante.

### Un projet de 5 millions de dollars sur les substances toxiques persistantes

L'unité Produits Chimiques a lancé un projet de 5 millions de dollars pour évaluer les substances toxiques persistantes dans toutes les régions du globe.

Les résultats de ce projet prévu sur deux ans seront pris en compte par le FEM pour déterminer ses priorités futures, le FEM ayant donné son accord final pour lancer le projet en juillet 2000. A long terme, ces résultats devraient guider l'action internationale pour protéger l'homme et l'environnement contre les substances toxiques persistantes.

Cette évaluation complètera le travail actuellement effectué dans le cadre du traité sur la liste de 12 polluants organiques persistants arrêtée fin 2000 (voir page 17).

## Les sites du PNUE sur les produits chimiques

Plusieurs sites donnent des informations sur la gestion rationnelle des produits chimiques :

L'unité Produits chimiques du PNUE  
[www.chem.unep.ch/chemicals/](http://www.chem.unep.ch/chemicals/)

Convention de Rotterdam  
[www.pic.int](http://www.pic.int)

Polluants organiques persistants  
[www.chem.unep.ch/pops/](http://www.chem.unep.ch/pops/)  
(comptes rendus des négociations, informations sur les solutions de rechange et autres informations pertinentes)

Code d'éthique relatif au commerce international des produits chimiques  
[www.chem.unep.ch/ethics](http://www.chem.unep.ch/ethics)

IETMP  
[www.chem.unep.ch/prtr](http://www.chem.unep.ch/prtr)



pays en développement ou à économie en transition à gérer les produits chimiques en toute sécurité ;

- diffusion d'informations sur CD-ROM (voir l'illustration ci-contre, en bas) et format papier ;
- création de nouveaux sites Internet pour les échanges d'informations sur la gestion des produits chimiques.

## Coordination et conventions

L'unité Produits chimiques a :

- assuré avec la FAO le secrétariat provisoire de la Convention de Rotterdam relative au mécanisme d'ICP pour certains produits chimiques et pesticides dangereux dans le cadre du commerce international ;
- assuré le secrétariat de l'instrument international juridiquement contraignant relatif aux POP ;
- participé au Programme inter-organisations pour la gestion rationnelle des produits chimiques (IOMC) avec l'OMS, l'OIT, l'ONUDI, la FAO, l'UNITAR (Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche) et l'OCDE.
- assuré la co-présidence (avec la FAO) du Groupe de coordination de l'IOMC chargé des stocks indésirables de pesticides et autres produits chimiques dépassés.

## Renforcement des capacités

L'unité Produits chimiques a organisé une série d'ateliers dans les domaines suivants :

- meilleure sensibilisation aux POP ;
- mise en œuvre de la Convention de Rotterdam à l'échelle nationale ;
- identification des sources de dioxines et de furannes et méthodes pour réduire et/ou faire cesser leur rejet dans l'environnement ;
- identification, gestion et élimination des biphényles polychlorés (avec le secrétariat de la Convention de Bâle) ;
- gestion intégrée des ravageurs et des vecteurs pour réduire l'usage des pesticides à base de POP (avec la FAO et l'OMS) ;
- renforcement des législations et réglementations nationales relatives aux produits chimiques.

L'unité Produits chimiques a également agi comme catalyseur pour obtenir le

---

## L'accord sur les POP

Au petit matin du 10 décembre 2000 à Johannesburg (Afrique du Sud), 122 gouvernements ont entériné le texte d'un instrument mondial juridiquement contraignant relatif aux polluants organiques persistants (POP). Ce traité détaillé, qui fera date dans l'histoire, concerne pour le moment 12 POP. Quand la Convention entrera en vigueur, le Comité de révision des POP étudiera régulièrement les autres polluants susceptibles d'être inscrits sur la liste des POP réglementés, ceci afin que le traité continue d'évoluer et qu'il reste en phase avec les nouvelles découvertes scientifiques.

Le traité prévoit des mesures de lutte drastiques, qui seront compensées par un mécanisme financier approprié, pour aider les pays en développement ou à économie en transition à se conformer à l'obligation de réduire et d'abandonner l'usage des POP. Des aides financières et techniques leur seront accordées à cet effet.

Les 12 POP de la liste initiale sont huit pesticides (aldrine, chlordane, DDT, dieldrine, endrine, heptachlore, mirex et toxaphène), deux produits chimiques industriels (les biphényles polychlorés et l'hexachlorobenzène qui est aussi un pesticide) et deux sous-produits indésirables de la combustion et des procédés industriels (dioxines et furannes).

De tous les polluants rejetés dans l'environnement, les POP sont parmi les plus

dangereux. Hautement toxiques, ils sont la cause de décès, maladies et malformations congénitales chez l'homme et les animaux. Ils sont à l'origine de cancers, d'allergies et d'hypersensibilité, d'atteintes au système nerveux, de troubles de la reproduction et de perturbations du système immunitaire.

Les POP peuvent prendre des années, voire des décennies, avant de se décomposer. Ils circulent partout selon un processus appelé "l'effet sauterelle" : rejetés dans une partie du monde ils peuvent, à la suite de plusieurs cycles d'évaporation et de dépôt, être transportés par l'atmosphère jusque dans des régions éloignées de leur source d'émission.

Les POP se concentrent dans les organismes vivants par bioaccumulation. Ils sont facilement absorbés par les tissus gras où leur concentration peut devenir jusqu'à 70 000 fois celle du milieu environnant. Situés en haut de la chaîne alimentaire, les poissons, les oiseaux prédateurs, les mammifères et l'homme absorbent les plus fortes concentrations de POP. On peut en trouver chez les hommes et les animaux qui vivent dans des régions comme l'Arctique, à des milliers de kilomètres de toute source majeure de POP.

La plupart des 12 produits chimiques de la liste font l'objet d'une interdiction immédiate. Toutefois, le DDT bénéficie d'une exemption pour des raisons d'ordre sanitaire : dans

certains pays, on en a encore besoin pour lutter contre le moustique du paludisme. De même, dans le cas des biphényles polychlorés très couramment employés dans divers appareils comme les transformateurs électriques, les gouvernements sont autorisés à conserver ces matériels jusqu'en 2025 (en prenant des précautions pour éviter toute fuite), le temps de prévoir leur remplacement par des appareils sans biphényles polychlorés. Bien qu'ils ne soient plus produits, ces polluants sont encore utilisés par centaines de tonnes dans des équipements. Dans certains pays, d'autres produits chimiques font l'objet d'exemptions limitées dans le temps.

Les gouvernements ont accepté de réduire les émissions de furannes et de dioxines, " avec pour objectif une diminution constante et, dans la mesure du possible, leur élimination totale ". Il s'agit de sous-produits qui sont, de ce fait, plus difficiles à maîtriser.

A l'échelle nationale, le traité prévoit d'autres mesures dans plusieurs domaines : publication d'informations, recherche, développement, surveillance, information du public et éducation.

Le PNUE, qui a assuré des services de secrétariat pendant les négociations, a été désigné comme secrétariat de la Convention qui sera adoptée et signée à Stockholm (Suède) les 22 et 23 mai 2001.

## Vidéocassettes sur les POP

Avec le Television Trust for the Environment (TVE), l'unité Produits chimiques a produit trois vidéocassettes sur les POP. La première, *POP toxiques*, aborde en 25 minutes le problème général des POP. On peut se la procurer en anglais, en français ou en espagnol.

Les deux autres vidéocassettes présentent, sous forme de communiqué, la conclusion des négociations pour le traité sur les POP (*POPs Treaty Negotiations: the toxic 12 and beyond*). On peut se les procurer en anglais, en version courte (3 min 04 s) et longue (6 min 38 s).



financement de certains projets de démonstration et d'études de cas sur la gestion des produits chimiques. Avec la Banque mondiale, elle soutient l'octroi de 20 millions de dollars canadiens à des projets nationaux de réduction et/ou élimination des POP.

## Bases de données gérées en 2000

- base de données du RISCPT, version 2.0 pour PC (1996), 10 disquettes/CD-ROM et un manuel d'utilisation (100 000 enregistrements sur la sécurité de plus de 9 000 produits chimiques) ;
- système expert de solutions de rechange aux POP : version Internet (mai 1998) ; version Windows (décembre 1998) ;
- base de données par pays (résultats d'une enquête) consultable sur Internet, octobre 1998 ;
- fichier légal du RISCPT, consultable sur Internet (1998/99).

## Nouvelles publications 2000

- *International Activities related to Chemicals*, version papier et Internet ;
- *Country Case Studies on Persistent Organic Pollutants*, version papier et Internet ;
- *Proceedings: Workshop on Management of POPs for the SADC Region*
- Rapport conjoint PNUE/FAO/GLOBAL IPM Facility : *Termite Biology and Management Workshop* ;
- *Proceedings of the Workshop on Sustainable Approaches for Pest and Vector Management and Opportunities for Collaboration in Replacing POPs Pesticides*;
- *Proceedings of the Regional Workshop on Management of POPs*;
- *Proceedings of the Workshop on the Management of PCBs and Dioxins/Furans*;
- *Proceedings of the Sub-Regional Awareness Raising Workshop in Africa on the Rotterdam Convention on PIC*;
- *Proceedings of the Sub-regional Workshop on Identification and Management of PCBs and Dioxins/Furans*;
- *Press Coverage: Fourth Round on Talks on Treaty on Persistent Organic Pollutants*;
- *Survey of Currently Available Non-Incineration PCB Destruction Technologies*
- *Master List of Actions on the Reduction and/or Elimination of the Releases of POPs, third edition*;
- *OECD/UNEP Screening Information Data Sets, Vol. 6, Nos. 1 and 2.*

---

## ENERGIE ET ACTIONOZONE

### OZONE

Le programme ActionOzone aide les pays en développement à se conformer aux dispositions du Protocole de Montréal relatif aux substances qui appauvrissent la couche d'ozone (SAO). Les services qui renforcent les capacités des Bureaux Nationaux Ozone comprennent un centre d'information et un ensemble de réseaux régionaux. Le programme est financé essentiellement par le Fonds multilatéral pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal, avec une aide supplémentaire du Fonds pour l'environnement mondial et des gouvernements suédois et finlandais.

### Centre d'information

En 2000, le programme ActionOzone a aidé les pays en développement à se conformer aux dispositions du Protocole de Montréal en leur fournissant du matériel de sensibilisation, des études de cas et une aide pour définir les orientations de l'action publique.

Événements marquants :

#### *Aide à l'élimination du bromure de méthyle*

- publication d'un recueil de 18 études de cas (*Case Studies on Alternatives to Methyl Bromide: Technologies with Low Environmental Impact*) qui présente les techniques non chimiques employées avec succès à la place du bromure de méthyle ;
- développement d'un cadre stratégique pour limiter la progression de l'utilisation du bromure de méthyle en Chine, en collaboration avec l'administration chinoise de protection de l'environnement ;
- publication du compte rendu d'un atelier organisé en 1999 à Rome sur les solutions de remplacement du bromure de méthyle en Afrique du Nord et dans les pays d'Europe méridionale.

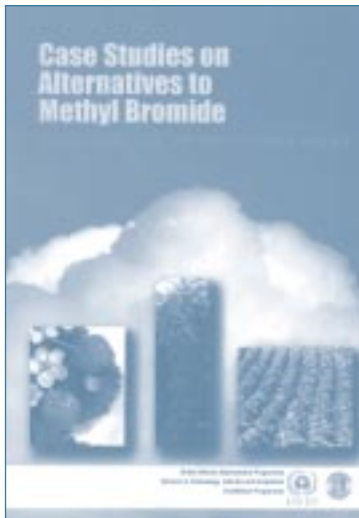
#### *Activités de sensibilisation de nouveaux groupes cibles*

- organisation d'ateliers spéciaux lors de la Conférence internationale des enfants sur l'environnement organisée dans le cadre du millénaire (Royaume-Uni) ;
- production d'une vidéocassette et d'une brochure (*Retour vers le futur : utilisation des hydrocarbures sans risque*) à l'intention des techniciens qui utilisent des hydrocarbures ;
- organisation de sessions spéciales lors des Forums ministériels régionaux consacrés à la protection de la couche d'ozone et au respect du Protocole de Montréal en Amérique latine, en Afrique et en Asie ;

### Gros plan sur l'Afrique

Les pays africains ont bénéficié d'un soutien particulier, avec notamment :

- l'élaboration et la mise en œuvre de programmes de pays et de plans de gestion des frigorigènes dans le cadre du Protocole de Montréal, par l'intermédiaire du réseau des responsables SAO et avec l'aide du PNUE et d'organisations bilatérales françaises, allemandes et canadiennes ;
- une intervention à la Conférence des ministres africains sur l'environnement pour insister sur l'urgence de respecter le Protocole de Montréal (Dakar, octobre 2000) ;
- la fourniture de services d'informations (publications, vidéos et bases de données) à tous les Bureaux Nationaux Ozone d'Afrique par l'intermédiaire du Centre d'information ActionOzone (OAIC) ;
- la création de forums de discussion sur Internet à l'intention des pays africains anglophones et francophones ;
- la publication d'une brochure (*Patterns of Achievement: Africa and the Montreal Protocol*) consacrée aux efforts déployés par l'Afrique pour mettre en œuvre le Protocole de Montréal (Ouagadougou, Burkina Faso).



- parution de quatre numéros du bulletin ActionOzone en anglais, français, espagnol, chinois et arabe ;
- publication de *Updated Regulations to Control Ozone Depleting Substances*, panorama des stratégies et de la structure des réglementations relatives aux SAO actuellement en vigueur.

### Mise à niveau des technologies de l'information

- mise à jour du système d'information stratégique d'ActionOzone (OASIS 2000) - la base de données de référence sur CD-ROM ;
- forums Internet, services d'information permanente sur les activités relatives au bromure de méthyle (RUMBA), au climat et à la couche d'ozone (CLIO3).

### Renforcement des capacités par des programmes de formation et des plans de gestion

- achèvement de l'élaboration de programmes de pays pour 82 Etats et poursuite du travail de préparation pour 16 autres pays ;
- poursuite de la mise en œuvre de projets de renforcement institutionnel dans 77 pays ;
- achèvement de plans de gestion des frigorigènes pour 37 pays et poursuite du travail pour 10 autres pays (la mise en œuvre est coordonnée avec le PNUD) ;
- coopération avec la FAO et l'ONUDI pour sensibiliser et former les agriculteurs dans certains pays en développement ;
- renforcement de la capacité des ONG et des organisations agricoles locales des pays en développement afin qu'elles soient plus aptes à faire connaître les solutions de rechange au bromure de méthyle.

### Réseaux régionaux

La formation par l'échange des expériences et des connaissances est le principe appliqué dans les huit réseaux régionaux gérés par le PNUE. Les Bureaux Nationaux Ozone dans plus de 100 pays ont fait de ce principe l'épine dorsale de leurs activités de mise en œuvre du Protocole de Montréal. Les réseaux régionaux du programme bénéficient du soutien de pays développés qui leur apportent une assistance technique et financière. En 2000, les priorités des réseaux étaient l'aide stratégique aux pays très en retard dans leurs efforts de mise en œuvre du protocole et l'avancement de la coopération Sud-Sud.

### Assistance aux pays à économie en transition

Le PNUE, en collaboration avec le PNUD, aide 22 pays à économie en transition à se conformer aux dispositions du Protocole de Montréal. En 2000, il a :

- poursuivi son aide pour renforcer les capacités institutionnelles et permettre

l'organisation de stages de formation en Azerbaïdjan, en Lettonie, en Lituanie, au Turkménistan et en Ouzbékistan ;

- achevé des programmes de pays pour l'Estonie et le Kazakhstan ;
- entrepris l'élaboration de nouveaux programmes de pays et plans de gestion des frigorigènes pour l'Arménie et le Kirghizstan ;
- organisé un atelier régional pour les douaniers des pays baltes et des pays d'Europe de l'Est ;
- organisé en Pologne des ateliers régionaux sur les solutions de recharge au bromure de méthyle.

## ENERGIE

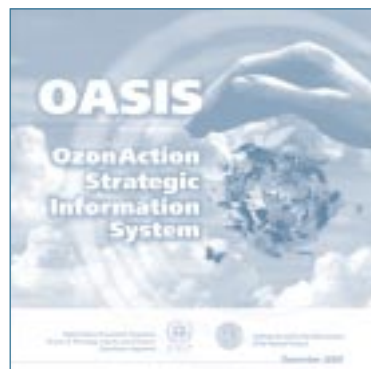
Le programme Energie de la DTIE s'intéresse aux impacts environnementaux de l'accroissement de la consommation mondiale d'énergie, avec trois grands objectifs :

- développer, à l'échelle mondiale, l'emploi de ressources énergétiques renouvelables ;
- accroître le rendement énergétique des utilisateurs ;
- améliorer la planification et la gestion globale des systèmes énergétiques.

Pour cela, le programme Energie travaille en étroite collaboration avec d'autres unités du PNUE, des agences des Nations Unies, des organismes publics, des ONG et des partenaires du secteur privé. Il bénéficie de l'aide du centre de collaboration sur l'énergie de l'UNEP (UCCEE) et du centre de recherche danois Risø National Laboratory.

Principales activités lancées ou poursuivies en 2000 :

- le service-conseil en investissements dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (soutenus par le FEM) a continué à aider les établissements financiers à prendre des décisions éclairées pour investir dans des projets énergétiques dans les pays en développement. A ce jour, il a aidé sept banques et investisseurs à évaluer des investissements potentiels dans des énergies compatibles avec un développement durable. Deux de ces projets ont démarré : une petite centrale hydroélectrique de 36 millions de dollars au Guatemala, pour faire face aux pics de consommation, et une plantation destinée à la production de biomasse, en Tanzanie ;
- le service-conseil pour le développement d'énergies compatibles avec un développement durable, lancé début 2000 à titre expérimental par le PNUE et soutenu par le gouvernement danois, aide les gouvernements des pays en développement à élaborer et à mettre en œuvre des politiques et activités énergétiques compatibles avec un développement durable, en leur apportant une aide financière modeste attribuée à des



### Liens entre la couche d'ozone et le changement climatique

En 2000, le programme ActionOzone a :

- co-organisé un séminaire à l'université de Pékin sur les liens entre l'appauvrissement de la couche d'ozone et le réchauffement planétaire ; il a également publié le compte rendu de ce séminaire ;
- organisé une réunion sur les liens entre le Protocole de Montréal et celui de Kyoto, conjointement avec l'Université des Nations Unies et le Massachusetts Institute of Technology;
- animé des réunions du réseau conjoint des Responsables Ozone et des Responsables des questions de changement climatique des pays baltes et nordiques, avec le soutien du gouvernement finlandais.



Nouvelle brochure du PNUE : *UNEP and Global Climate Change: an integrated response*



projets spécifiques. C'est ainsi que le PNUE et l'UCCEE aident les autorités jamaïcaines à introduire des réformes pour orienter les choix énergétiques vers des solutions durables. Au Mali, ce service-conseil contribue à lever les blocages institutionnels qui empêchent la généralisation des plates-formes multifonctions fonctionnant à l'huile de *pourghere*. Au Botswana, il aide le gouvernement à améliorer le programme national d'installations photovoltaïques domestiques, en suggérant des réformes administratives ;

- le projet AREED a démarré réellement début 2000. Il aide le secteur privé à fournir une énergie abordable aux zones rurales africaines grâce à des technologies propres qui fonctionnent avec des énergies renouvelables. Il est déjà bien engagé dans cinq pays (Botswana, Ghana, Mali, Sénégal et Zambie) : plus de 40 chefs d'entreprises et ONG sont actuellement engagés dans la mise en place de services énergétiques ; des discussions sont également en cours avec cinq établissements financiers locaux pour constituer des partenariats immédiats. Un kit d'outils et un programme de formation ont été mis au point ;
- la division a organisé, avec le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, une réunion régionale sur l'énergie et le développement durable pour aider les pays africains à définir des intérêts et positions communs en prévision de la 9ème session de la Commission du Développement durable des Nations Unies ;
- avec l'Université du Pacifique Sud et le Groupe des pays du Pacifique Sud, l'unité Energie de la DTIE a entrepris un projet de renforcement des capacités pour intégrer des technologies utilisant des énergies renouvelables dans les réseaux électriques des pays des îles du Pacifique ;
- the International Energy Authority l'unité Economie et Commerce et le programme Energie de la DTIE ont entrepris d'organiser une série d'ateliers régionaux sur la réforme des subventions à l'énergie et le développement durable. Les deux premiers ont eu lieu en 2000 en Europe et en Afrique, deux autres sont prévus en 2001. Un rapport de synthèse sur ces ateliers et l'analyse correspondante seront présentés à la 9ème session de la Commission du développement durable des Nations Unies ;
- le programme Energie de la DTIE a publié un ouvrage intitulé *Natural Selection: Evolving Choices for Renewable Energy Technology and Policy*, qui décrit différentes technologies utilisant des énergies renouvelables et les mesures gouvernementales nécessaires pour leur mise en application ;
- une réunion organisée en mai avec 11 constructeurs automobiles a permis de déterminer des domaines d'action commune prioritaires, notamment les indicateurs à employer pour établir les rapports environnement et les questions de mobilité compatible avec un développement durable dans les pays en développement.

---

## ECONOMIE ET COMMERCE

Dans le domaine de l'économie, du commerce et des services financiers, le but du PNUE est de mieux faire comprendre les liens et complémentarités qui existent entre l'environnement, le commerce et le développement, d'améliorer les capacités des Etats à intégrer les considérations environnementales dans leurs politiques macro-économiques, notamment leurs politiques commerciales, et de promouvoir l'élaboration et l'adoption de politiques de développement durable par le secteur des services financiers. Pour cela, le PNUE concentre son action sur quatre domaines.

### La sensibilisation

#### *Liens entre commerce, environnement et développement*

Le PNUE a publié des études et traités sur l'économie, le commerce et la finance. Ces publications portent sur l'évaluation des impacts sur l'environnement, la valorisation des ressources environnementales et naturelles, la comptabilisation économique de l'environnement, les instruments économiques de gestion de l'environnement et les enjeux majeurs dans le débat sur le commerce et l'environnement. Dans le cadre de ses initiatives financières, le PNUE s'intéresse notamment au rôle du secteur financier dans le développement durable et à l'indicateur des émissions de gaz à effet de serre. Le PNUE vient également de publier, en collaboration avec l'Institut international pour le développement durable (IISD), un manuel intitulé *Environment and Trade: a Handbook* (voir ci-contre la liste des publications).

### Les outils

L'élaboration d'outils répond à un besoin général des décideurs au niveau national et international en ce qui concerne l'élaboration et la mise en œuvre de politiques commerciales, environnementales et de développement cohérentes.

- Le manuel *Reference Manual on the Integrated Assessment of Trade-Related Policies* propose des méthodes concrètes et rentables pour procéder à la révision complète (environnementale, sociale et économique) des politiques commerciales.
- Le manuel *EIA Training Resource Manual* a été entièrement révisé à la suite d'essais sur le terrain et de demandes de certains gouvernements. Il permet aux formateurs de concevoir des stages personnalisés pour différents groupes cibles participant aux évaluations d'impacts environnementaux ; il a été complété par un recueil d'études de cas illustrant l'expérience acquise par certains pays.
- Le manuel *Operational Manual on Integrated Environmental and Economic*

### Publications 2000

*Environment and Trade: a Handbook.* PNUE et IISD

*Economic Instruments for Environmental Management: A Worldwide Compendium of Case Studies*

*Environmental Valuation: A Worldwide Compendium of Case Studies*

*Integrated Environmental and Economic Accounting: An Operational Manual.* UNSD/PNUE

*The Clean Development Mechanism, Building International Public-Private Partnerships under the Kyoto Protocol.* CNUCED, PNUD, PNUE et ONUDI

*The GHG Indicator: UNEP Guidelines for Calculating Greenhouse Gas Emissions for Businesses and Non-Commercial Organisations*

Bulletins d'information des initiatives financières du PNUE : *The Bottom Line and The Partner Line*

Bilan des résultats de l'enquête menée par l'initiative du PNUE pour le secteur de l'assurance sur la mise en œuvre de l'initiative

Cinquième table ronde sur la finance et l'environnement organisée par l'Initiative du PNUE pour les établissements financiers : *New Roles for Finance in the Race to Sustainability*



*Accounting (IEEA)*, réalisé en collaboration avec la Division Statistiques des Nations Unies, est un guide pratique sur la comptabilisation environnementale et économique intégrée au niveau national.

- Des études ont été réalisées sur :
  - le rôle du principe de précaution dans le processus d'adoption des législations environnementales internationales et nationales, et ses incidences sur le commerce et l'environnement ;
  - la création de régimes de propriété intellectuelle favorables aux petits innovateurs et à l'environnement, inspirés de l'accord de l'OMC sur les droits de propriété intellectuelle liés au commerce (TRIP) ;
  - les subventions à la pêche qui ont des effets pervers ou faussent les échanges.
- La publication *The GHG Indicator: UNEP Guidelines for Calculating Greenhouse Gas Emissions for Businesses and Non-Commercial Organisations* est un outil de gestion " vivant " grâce à son calculateur intégré qui permet aux entreprises de calculer elles-mêmes leurs émissions de gaz à effet de serre en temps réel.
- Une autre publication, *The UNEP Insurance Industry Initiative Survey of Implementation*, permet aux compagnies d'assurance de comparer leurs offres de service et de recentrer leurs efforts sur les aspects de l'initiative du PNUE qui leur donneront l'avantage pour mieux se positionner.

## Le renforcement des capacités

Il demeure urgent de renforcer les capacités des pays à déployer des politiques commerciales et environnementales cohérentes. Le PNUE préconise une approche participative privilégiant l'apprentissage " sur le terrain ", afin que les besoins économiques, environnementaux et sociaux de ces pays soient abordés en fonction de leurs priorités de développement et de leur contexte socio-économique.

- A la demande de certains pays, le PNUE a lancé en milieu d'année une série de six projets nationaux sur la libéralisation du commerce et l'environnement (Argentine, Chine, Equateur, Nigeria, Sénégal et Tanzanie) et trois projets sur l'élaboration et la mise en œuvre de programmes d'action comprenant des instruments économiques (Chili, Kenya et Philippines). Le but est de cerner les impacts du commerce et de sa libéralisation sur les ressources naturelles et environnementales de ces pays et d'élaborer des stratégies (y compris des instruments économiques) pour gérer ces ressources dans une perspective de développement durable. Des études de cas tirées de ces projets et un rapport de synthèse seront publiés fin 2001.
- Pour appuyer ces travaux, le PNUE et la CNUCED ont constitué en avril 2000 un



groupe de travail conjoint sur le commerce, l'environnement et le développement. Il a pour mission de renforcer les capacités des pays, en particulier des pays en développement ou à économie en transition, pour leur permettre de résoudre les problèmes rencontrés dans ces trois domaines à l'échelle nationale et de participer activement aux décisions internationales.

- Avec les services de protection de l'environnement de l'Etat de Victoria (Australie) et l'Agence suédoise pour la protection de l'environnement, l'initiative du PNUE pour les institutions financières a organisé, à Melbourne, plusieurs manifestations visant à faire connaître l'initiative et son programme. Les enjeux du développement durable et de l'environnement pour le secteur financier ont été examinés à l'échelle nationale et régionale. Les réunions ont débouché sur la constitution de groupes de travail chargés d'élaborer un avant-projet de programme pour la mise en œuvre des recommandations formulées.

## Les partenariats et la recherche de consensus

Les activités dans ce secteur ont pour but de cerner les domaines dans lesquels les idées et les approches des principaux acteurs convergent, afin de résoudre les problèmes de commerce et d'environnement au niveau international, et de soutenir l'élaboration et l'adoption de politiques de développement durable dans le secteur des services financiers pour que les considérations environnementales soient prises en compte dans les décisions économiques. L'un des objectifs principaux est d'améliorer la cohérence entre les Accords multilatéraux sur l'environnement et l'Organisation mondiale du commerce (OMC), et de clarifier les liens entre les règles de l'OMC et les dispositions commerciales des Accords multilatéraux sur l'environnement (voir encadré ci-contre).

- Au niveau national, le PNUE consulte régulièrement les gouvernements pour définir et mettre en œuvre ses activités, afin de prendre en compte les préoccupations et les besoins des pays. Ces consultations sont aussi l'occasion pour les gouvernements de centrer leur réflexion sur certains problèmes d'environnement liés au commerce et de définir leurs priorités en matière de recherche, de renforcement des capacités et de consensus.
- Au niveau international, une série de réunions entre les secrétariats des Accords multilatéraux sur l'environnement, de l'OMC et du PNUE, ainsi qu'une table ronde de responsables de haut niveau en marge de la 8ème session de la Commission du développement durable en avril 2000 et une réunion internationale organisée en octobre dans les locaux de l'ONU à Genève, ont

### Un cadre pour la coopération

L'un des objectifs de l'unité Economie et Commerce de la DTIE est de renforcer la cohérence entre les Accords multilatéraux sur l'environnement et l'OMC, notamment de clarifier les liens entre les règles de l'OMC et les dispositions commerciales des Accords multilatéraux. En octobre 2000, l'unité a réuni plus de 200 délégués de 90 pays pour examiner ces questions. Le but était de donner aux responsables du commerce et de l'environnement l'occasion d'engager un dialogue constructif, ouvert et informel sur les moyens d'améliorer la synergie entre les Accords multilatéraux sur l'environnement et l'OMC. Le compte rendu du président de la réunion résume les principales questions soulevées et énumère les actions proposées par les représentants des gouvernements ; ces dernières pourraient être menées par le PNUE, en collaboration avec les secrétariats de l'OMC et des Accords multilatéraux pour l'environnement.

## Gros plan sur l'Afrique

L'unité Economie et Commerce a travaillé en étroite collaboration avec quatre pays africains pour évaluer les impacts environnementaux de leurs activités de commerce et pour mettre au point des solutions politiques permettant de faire face à ces impacts.



permis de définir les mesures concrètes que ces organismes et leurs membres peuvent prendre pour développer les synergies et la cohérence entre les accords multilatéraux environnementaux et commerciaux.

- Depuis le début des années 1990, le PNUE travaille en étroite liaison avec des banques et des compagnies d'assurance sur deux initiatives qui ont recueilli à ce jour l'adhésion de plus de 260 organismes ; Celles-ci visent, d'une part à promouvoir des pratiques écologiquement sûres pour les opérations internes et externes, et d'autre part à faire connaître et comprendre les avantages que peut apporter l'intégration de considérations environnementales dans les principes d'exploitation. Les groupes de travail, ateliers et conférences internationales qu'organise le PNUE servent à promouvoir et à faciliter des investissements "verts" dans ce secteur. Des réunions d'information ont débouché sur des partenariats avec Centro Latinoamericano para la Competitividad y el Desarrollo Sostenible (INCAE) au Costa Rica, la division Norme, Economie et Information du ministère israélien de l'Environnement et l'Agence pour la protection de l'environnement de l'Etat de Victoria, en Australie. En novembre, la Deutsche Bank a accueilli à Francfort (Allemagne) les 200 participants de la table ronde internationale sur la finance et l'environnement, organisée tous les ans par l'Initiative du PNUE pour le secteur de la finance. Des programmes de travail sont en cours pour 2001.
- Le PNUE et l'Agence internationale de l'énergie (AIE) ont lancé un projet axé sur la réforme des subventions à l'énergie et le développement durable. A travers quatre ateliers régionaux en Europe, en Afrique, en Asie et en Amérique latine, le PNUE et l'AIE visent à encourager les pays développés et en développement à adopter des modes de production et de consommation d'énergie compatibles avec un développement durable. Ces ateliers permettront aux responsables politiques, aux économistes et aux représentants de l'industrie et d'ONG de débattre des subventions aux combustibles fossiles, en prévision de la 9ème session de la Commission du développement durable et de Rio+10.
- L'unité Economie et Commerce a entrepris un travail de réflexion sur les subventions à la pêche. L'objectif général est la compréhension et la recherche d'un consensus au sujet des réformes politiques dans le secteur de la pêche, notamment une réforme du système de subventions qui permettrait une gestion des activités de pêche équitable et compatible avec un développement durable. L'approche envisagée est une démarche globale comprenant des travaux de recherche, des études de pays et un dialogue politique, afin de comprendre les effets des subventions à la pêche sur l'économie, l'environnement et la société.

## ACTIVITES REGIONALES

Les activités de la DTIE sont relayées dans les régions par les Bureaux régionaux qui contribuent à l'élaboration des programmes de travail en définissant les besoins propres à leur région. Les principales activités des bureaux dans le domaine de l'industrie, des technologies et de l'économie (souvent menées avec les unités de la DTIE) sont résumées ci-après.

### Afrique

- Contribution à l'organisation de la 8ème session de la Conférence des ministres africains sur l'environnement (3-6 avril) et à la production des actes de la conférence.
- En collaboration avec le Programme international sur les dimensions humaines des modifications de l'environnement et de la transformation industrielle, publication du compte rendu de l'atelier régional sur la transformation industrielle en Afrique.
- Organisation de la première table ronde sur la production plus propre en Afrique et d'un atelier sur une consommation compatible avec un développement durable (9-11 août).
- Organisation d'un séminaire sur l'approvisionnement en énergie des zones rurales africaines, en collaboration avec le Secrétariat international de l'énergie solaire (9-11 octobre).
- Soutien à l'atelier international de formation sur la gestion intégrée de l'eutrophisation des lacs et réservoirs (17-21 janvier, Naivasha, Kenya).

### Bureaux régionaux



#### UNEP Regional Office for Africa (ROA)

P.O. Box 30552  
Nairobi, Kenya  
tél: +254 2 62 38 12  
fax: +254 2 62 39 28  
Mél : cheikh.sow@unep.org

#### UNEP Regional Office for Asia and the Pacific (ROAP)

United Nations Building, Rajadamnern  
Avenue, Bangkok 10200, Thaïlande  
tél: +66 2 288 12 34  
fax: +66 2 280 38 29 and 288 10 00  
Mél : andrewsni@un.org

#### UNEP Regional Office for Europe (ROE)

15 Chemin des Anémones, 1219  
Chatelaine, Genève, Suisse  
tél: +41 22 917 81 11  
fax: +41 22 917 80 24  
Mél : frits.schlingemann@unep.ch

#### UNEP Regional Office for Latin America and the Caribbean (ROLAC)

Boulevard de los Virreyes No 155, Col.  
Lomas Virreyes, Apartado Postal 10793,  
11000 - Mexico, D.F., Mexique  
tél: +52 2 202 7529/7493  
fax: +52 2 202 09 50  
Mél : rsanchez@rolac.unep.mx

#### UNEP Regional Office for North America (RONA)

1707 H Street N.W., Suite 300  
Washington, D.C. 20006, Etats-Unis  
tél: +1 202 785 0465  
fax: +1 202 785 4871  
Mél : bvd@rona.unep.org

#### UNEP Regional Office for West Asia (ROWA)

P.O. Box 10880, Manama, Bahrein  
tél: +973 276072  
fax: +973 276075  
Mél : uneprowa@batelco.com.bh

## REGIONS



## Asie et Pacifique

La DTIE et le Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique (ROAP) ont participé à la formulation du Programme d'action régional 2001-2005 pour un développement durable et respectueux de l'environnement en Asie et dans le Pacifique, adopté en 2000 lors de la Conférence ministérielle sur l'environnement et le développement en Asie et dans le Pacifique. Autres activités :

- le premier atelier régional sur les évaluations environnementales des technologies a eu lieu à Manille (Philippines) du 22 au 26 février ;
- le rapport du PNUE sur la production plus propre dans la région Asie-Pacifique a été mis à jour en coopération avec la Table ronde pour la région Asie-Pacifique sur la production plus propre ;
- la Conférence sur les services financiers, destinée à promouvoir l'initiative du PNUE pour les institutions financières, a réuni quelque 150 participants à Melbourne, les 21 et 22 février ;
- le premier symposium régional sur les partenariats entre secteur privé et gouvernements a été organisé à Kitakyushu (Japon), les 31 août et 1er septembre ;
- le programme APELL a été renforcé par des activités avec le Centre asiatique de prévention des catastrophes, notamment un séminaire sur l'intervention en cas d'urgence dans les zones industrielles et la préparation d'un plan d'action pour l'Asie du Sud-Est ;
- l'initiative du PNUE pour les voyageurs a été présentée dans le cadre d'une série de réunions organisées en Asie du Sud-Est et en Chine avec les acteurs locaux ;
- des consultations ont été menées à Phnom Penh et Bangkok sur le transfert des technologies douces pour la gestion de l'eau douce dans le bassin du Mékong ;
- un forum d'ONG a été organisé en coopération avec la CESAP et le PNUD en marge de la Réunion régionale sur l'énergie pour un développement durable qui s'est tenue à Bali (Indonésie) les 21 et 22 novembre ;
- un manuel pour une production plus propre dans l'hôtellerie a été produit en coopération avec le Consortium des universités canadiennes (dans le cadre de son Projet de gestion de l'environnement urbain) et l'Institut thaïlandais de l'environnement ;
- les deux réseaux régionaux de Responsables Ozone ont organisé quatre réunions régionales ;
- le projet international de financement du programme Produire plus propre a été officiellement lancé au Vietnam avec un secrétariat à Hanoi ;
- pour la troisième année consécutive, un stage de formation sur la gestion de

l'environnement a été organisé à l'intention des étudiants de 3ème cycle à l'Institut asiatique de technologie de Bangkok.

### Europe

Dans le domaine de l'industrie, les efforts du ROE ont porté sur des modes de consommation compatibles avec un développement durable, les transports et la production plus propre. Parmi les faits marquants :

- collaboration avec la DTIE pour la production d'un rapport sur une consommation compatible avec un développement durable et la création d'un site Internet destiné à accroître la sensibilisation pour parvenir à un consensus sur la consommation et l'environnement, en particulier dans les réunions avec les pays d'Europe centrale et orientale ;
- intervention en qualité de signataire délégué par le PNUE pour la signature, par la Lituanie, de la Déclaration internationale pour une production plus propre ;
- participation à une émission de la télévision nationale bulgare sur la Campagne mondiale du PNUE pour les jeunes et une consommation compatible avec un développement durable ;
- assistance à l'organisation d'une série de réunions de réflexion sur les aspects théoriques et pratiques de la consommation durable en Europe.

### Amérique latine et Caraïbes

- Stage de formation sur la production plus propre organisé pour 60 personnes dans le cadre du 33ème Congrès sur la sécurité et l'écologie (Santa Fe de Bogota, Colombie, 13-14 juin).
- Stage de formation sur la production plus propre pour 60 responsables de l'industrie textile, du cuir, des peintures, de l'automobile, des produits pharmaceutiques et des produits chimiques à Leon, Guanajuato Mexico, pendant le 10ème Congrès national d'écologie de l'Association mexicaine pour la santé publique et la sécurité (AMHSAC).
- Mise à jour de la page Internet d'ActionOzone du ROLAC et présentation en versions espagnole et anglaise.
- Présentation du programme Produire plus propre à l'exposition industrielle de Querétaro (Mexique, 23-26 août) ;
- Signature, par l'Argentine, d'un protocole d'accord avec le PNUE pour l'organisation de la réunion des hauts fonctionnaires du continent américain sur la production plus propre ; le gouvernement argentin a également signé la Déclaration internationale pour une production plus propre.
- Stages de formation sur la production plus propre (60 participants) et sur le



Vue partielle de la page d'accueil du nouveau site du Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes (ROLAC) consacré à la couche d'ozone (accessible en espagnol et en anglais).

## Les WILD Awards

La Fondation WILD et le bureau du PNUE à New York ont décerné les WILD Awards 2000 à quatre entreprises (Animal Planet, Jaguar Cars, American Electric Power, Home Depot et leurs agences de publicité). Ces récompenses ont pour but d'accroître la sensibilisation dans les entreprises, de promouvoir un usage responsable de la nature et des espaces naturels dans la publicité et d'encourager la philanthropie d'entreprise pour renforcer la conservation et la capacité de survie de la nature. Animal Planet a été récompensé pour sa représentation de la nature et de la faune sauvage dans sa publicité et sa programmation ; Jaguar Cars, Ltd. et son agence de publicité Green Team Advertising, Inc. pour leur campagne "Jaguar au secours des jaguars" et leur soutien à la World Conservation Society. American Electric Power et son agence de publicité HMS Hallmark ont été récompensés pour leur campagne de publicité sur "The Wilds". The Wilds, ce sont 4000 hectares de terres situés dans l'Ohio, autrefois occupés par des mines à ciel ouvert et remis en état pour accueillir des espèces de la faune sauvage d'Afrique, d'Asie et d'Amérique du Nord qui y évoluent librement. Home Depot et son agence de publicité, the Richards Group, ont été récompensés pour leur publicité télévisée montrant des pandas dans leur nouveau zoo d'Atlanta, ainsi que pour leur action pédagogique auprès des visiteurs du zoo en faveur des pandas.

- programme APELL (40 participants) à Cuba (La Havane, 27-30 novembre) ;
- Stages de formation sur la production plus propre (50 stagiaires) et sur le programme APELL (90 stagiaires) pour les responsables du secteur des textiles, du cuir, des peintures, de l'automobile, des produits pharmaceutiques et des produits chimiques (Quito, Equateur, 13-14 décembre).
- Traduction en espagnol de *TransAPELL* et diffusion dans la région.
- Production d'affiches pour la première exposition de Pemex (Pétroles Mexicanos) à l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement.

## Amérique du Nord

- Co-parrainage d'un atelier-exposition organisé par le siège des Nations-Unies sur le rendement énergétique, la concurrence mondiale et la déréglementation du secteur de l'énergie, et présidence d'une session intitulée " Défis et promesses pour l'utilisation d'énergies propres et le développement durable " (1-2 février).
- Lors de la table ronde organisée à Washington par l'Agence américaine pour la protection de l'environnement, intitulée " Le changement climatique et le secteur de l'assurance : risques, réduction et nouvelles possibilités ", présentation sur les initiatives financières du PNUE et leurs liens avec les négociations sur le changement climatique (28 mars).
- Dans le cadre de la Journée mondiale de l'environnement, organisation au siège des Nations Unies, avec The Rainforest Alliance, d'un séminaire sur le rôle de l'industrie dans la préservation de la biodiversité et des ressources naturelles par une meilleure gestion des forêts.
- Organisation et présidence, début juillet, d'une table ronde ministérielle sur la dimension environnementale et le rôle des technologies de l'information et des communications pour le développement, à laquelle ont également participé des responsables de l'industrie des télécommunications. Une exposition sur le même thème illustre cette manifestation.

## West Asia

- Réunion du réseau des Responsables SAO pour l'Asie de l'Ouest à Djedda (Arabie Saoudite), en mai.
- Atelier sur les programmes Produire plus propre et APELL, Amman (Jordanie), en juillet.
- Atelier sur les programmes Produire plus propre et APELL, Doha (Qatar), en septembre.
- Intervention au Sommet mondial sur la paix par le tourisme, pour le compte du Directeur exécutif du PNUE, Amman (Jordanie), en novembre.

---

## COORDONNEES DE LA DTIE

### Division

Jacqueline Aloisi de Lardere, directeur

39-43, quai André Citroën  
75739 Paris Cedex 15, France

tél: +33 1 44 37 14 50

fax: +33 1 44 37 14 74

Mél : unep.tie@unep.fr

<http://www.uneptie.org>

### IETC

Steve Halls, directeur  
2-110 Ryokuchi koen

Tsurumi-ku  
Osaka 538-0036, Japon

tél: +81 6 6915 4581

fax: +81 6 6915 0304

Mél l: ietc@unep.or.jp

<http://www.unep.or.jp>

### Production et Consommation

Fritz Balkau, chef  
39-43, quai André Citroën

75739 Paris Cedex 15, France

tel: +33 1 44 37 14 50

fax: +33 1 44 37 14 74

Mél : unep.tie@unep.fr

[http://www.uneptie.org/hp\\_pc.html](http://www.uneptie.org/hp_pc.html)

### Produits chimiques

James Willis, directeur  
International Environment House

11-13, Chemin des Anémones  
CH-1219 Châtelaine

Genève 10, Suisse

tél: +41 22 917 81 11

fax: +41 22 797 34 60

Mél : chemicals@unep.ch

<http://www.chem.unep.ch>

### Energie et ActionOzone

Rajendra Shende, chef  
39-43, quai André Citroën

75739 Paris Cedex 15, France

tél: +33 1 44 37 14 50

fax: +33 1 44 37 14 74

Mél : unep.tie@unep.fr

<http://www.uneptie.org/ozonaction.html>

### Economie et Commerce

Hussein Abaza, chef  
International Environment House

11-13, Chemin des Anémones  
CH-1219 Châtelaine,

Genève 10, Suisse

tél: +41 22 917 82 98

fax: +41 22 917 80 76

Mél : etu@unep.ch

<http://www.unep.ch/etu>

## WEB SITES

### UNEP DTIE

<http://www.uneptie.org>

Yellow Pages: <http://www.uneptie.org/enta/yellow/download.html>

### IETC

<http://www.unep.or.jp>

Bulletin *INSIGHT*

<http://www.unep.or.jp/ietc/Publications/Insight/Nov-00/Index.asp>

maESTRro

[http://www.unep.or.jp/ietc/database/maestro\\_intro.asp](http://www.unep.or.jp/ietc/database/maestro_intro.asp)

### Production et Consommation

[http://www.uneptie.org/hp\\_pc.html](http://www.uneptie.org/hp_pc.html)

APELL

<http://www.uneptie.org/apell/home.html>

Produire plus propre

<http://www.uneptie.org/cp/home.html>

[http://www.uneptie.org/Cp2/info\\_sources/icpic\\_data.html](http://www.uneptie.org/Cp2/info_sources/icpic_data.html)

<http://www.uneptie.org/Cp2/declaration.html>

<http://www.financingcp.org>

Consommation durable

<http://www.uneptie.org/sustain/home.html>

Tourisme

<http://www.uneptie.org/tourism/home.html>

**Produits chimiques** (voir page 16)

### Energie et ActionOzone

<http://www.uneptie.org/ozonaction.html>

Bulletin ActionOzone

<http://www.uneptie.org/ozat/oan/main.html>

### Economie et Commerce

<http://www.unep.ch/etu>

